

Unité bi départementale Calvados Manche
477 Bd de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ Cedex

SAINT-LÔ, le 13/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



LA FLORENTAISE

Le Grand Pâtis
44850 Saint-Mars-du-Désert

Références : 2023 - 217
Code AIOT : 0005301347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges
- Code AIOT : 0005301347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la Florentaise sur le site de gorges consiste à exploiter une carrière de tourbe. La tourbe est destinée à la fabrication d'amendements agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement de l'exploitation
- modalités d'extraction et production
- prévention des pollutions
- programme de remise en état dont la remontée des niveaux de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Prélèvement d'eau – remontée des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Plan d'actions environnemental	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Modalités d'extraction de la tourbe	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.2	/	Sans objet
4	Modalités d'extraction - Hauteur des stocks	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.3	/	Sans objet
5	Modalités d'extraction - zones de stockage de tourbe	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.5	/	Sans objet
6	Production	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière échoit le 31 décembre 2026.

Dans le cadre de l'exploitation de la tourbe, des pompages de l'eau de la tourbière sont nécessaires. L'autorisation d'exploiter prévoit néanmoins une diminution de ces pompages afin de permettre une remontée progressive de l'eau dans la tourbière depuis 2006 jusqu'à la fin de l'exploitation en 2026. Ce point est très important dans le cadre de la gestion globale de la fin d'exploitation puisqu'il peut avoir des conséquences environnementales et économiques en cas de trop forte montée des eaux en toute fin d'exploitation.

La remontée des eaux présente un retard conséquent par rapport à l'objectif fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Par ailleurs, le phasage de l'exploitation a pris du retard par rapport à ce qui est prévu dans cet arrêté; ce phasage a également fait l'objet de modifications. L'exploitant devra donc proposer une mise à jour de son phasage d'exploitation en prenant en compte les évolutions permettant un rattrapage du retard de la remontée des niveaux d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation – avancement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. <p>Les surfaces exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...des différentes zones sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan à jour réalisé manuellement (daté du 31 janvier 2023) mais dont l'échelle n'est pas adaptée.</p> <p>L'exploitant doit effectuer une mise à jour de son plan d'exploitation en le faisant établir par un géomètre.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une copie doit lui être transmise chaque année et qu'un zoom sur la zone d'exploitation ainsi que des commentaires sur l'avancement de l'exploitation sont également attendus.</p>
Observations : L'exploitant prévoit de faire un relevé par un géomètre cette année et de réaliser un plan à une échelle adaptée. Une copie sera transmise à l'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe (modifiée par l'arrêté du 20/02/2015) doit être respecté. Toutefois, celui-ci pourra être modifié après validation du comité de suivi scientifique, si des aménagements relatifs à une meilleure gestion de la faune, de la flore et de la remontée des eaux s'avèrent nécessaires. Néanmoins, toute modification dite « notable » doit faire l'objet d'une demande préalable au Préfet de la Manche.
Constats : Le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié, n'est pas respecté. Selon l'exploitant, l'exploitation du casier M1 n'est pas terminée alors que le plan de phasage prévoit la fin de l'extraction dans ce casier en 2019. Par ailleurs, le casier M1 ne sera pas exploité dans sa totalité, une zone au sud de ce casier sera en effet préservée en raison de la présence de l'espèce protégée <i>Myrica gale</i> . Le plan de phasage doit donc être modifié pour prendre en compte la présence d'espèces protégées ou la nécessité d'un défrichement important avant l'extraction de la tourbe (cas du sud des casiers M2 et M3). Compte tenu du retard très important et de la sensibilité du milieu, il semble nécessaire d'éviter le défrichement et une réflexion plus globale du phasage d'exploitation doit être engagée en prenant en compte également l'arrêt de l'exploitation fin 2026 et la remontée progressive du niveau de l'eau. L'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification notable du plan de phasage doit faire l'objet d'une information préalable au préfet en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Modalités d'extraction de la tourbe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction de la tourbe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction de la tourbe se fait sous eau au moyen de pelles mécaniques à très basse pression au sol équipées de bras long. L'extraction se fait à une profondeur maximale de 5 m par rapport au niveau naturel des terrains.</p> <p>L'extraction est réalisée sur berge à la pelle mécanique, par passage successif longitudinal de 15 mètres de large sur la hauteur définie ci-dessus.</p> <p>Les pelles mécaniques extraient le gisement de tourbe et alimentent une sauterelle mobile qui projette la tourbe à 30 m de la zone d'excavation.</p> <p>Le gisement de tourbe extrait est transféré parallèlement à la zone d'excavation en cordons humides de 35 mètres maximum d'embase et de 5 mètres maximum en hauteur.</p> <p>Une distance de sécurité de 15 m est maintenue entre le bord de la fouille et la zone de stockage de la tourbe.</p> <p>Au cours d'une même année, deux passes d'extraction de 15 m de large sont réalisées de part et d'autre de l'axe de chaque casier. Ainsi, chaque année chaque casier ne doit pas être exploité sur plus de 30 m de large.</p> <p>Chaque casier fait 200 mètres de large et est bordé de part et d'autre par une voie ferrée.</p> <p>Les différents casiers font l'objet d'une méthode d'exploitation régulière chaque année avec pour objectif de ne pas ralentir la montée des eaux, notamment sur les casiers situés dans les zones les plus basses.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque casier ont une largeur au moins égale</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 40 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 20 mètres dans les autres cas, - à 10 mètres en fin d'exploitation. <p>Dans le cadre de la remontée progressive des niveaux d'eau de la tourbière, le pompage des eaux de la tourbière est autorisé. Les durées de pompages peuvent varier en fonction des conditions météorologiques et sont modulées en fonction de la courbe de remontée des niveaux d'eau joint en annexe et des conditions de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune extraction n'est réalisée en période hivernale, ce qui a pu être constaté lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé le mode de fonctionnement actuel : l'extraction se fait à l'aide de deux pelles mécaniques. Une pelle extrait la tourbe et la dépose en tas. Pour respecter la distance de sécurité de 15m, ce tas est repris par la deuxième pelle par dépôts successifs jusqu'à la voie ferrée où la tourbe est ensuite acheminée sur le stock du site de transformation.</p> <p>L'exploitant n'utilise plus de sauterelle mobile sur le site</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Modalités d'extraction - Hauteur des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.3
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 7 m.
Constats : Des stocks de tourbe en cours de séchage sont constitués au nord ouest du casier M1. La hauteur de ces stocks sur le périmètre de l'ICPE n'excède visiblement pas 7 mètres. Selon l'exploitant, les tas de l'activité d'extraction n'excèdent généralement pas les 3 mètres . L'intervention du géomètre permettra de déterminer la hauteur précise de ces stockages.
Observations : Des stocks intermédiaires de tourbe ont été réalisés entre la tourbière et le site de transformation. Ces tas excèdent les 7 mètres mais ne sont ni sur l'emprise de la tourbière, ni sur l'emprise du site de transformation. Une modification du périmètre du site de transformation de Bauppte s'avère nécessaire pour que ces tas se situent dans l'emprise d'une installation classée. Ce point est abordé dans le cadre de l'inspection du site de transformation de La Florentaise sur la commune de Bauppte réalisée également le 15 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Modalités d'extraction - zones de stockage de tourbe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 22.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des zones de stockage de tourbe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de tourbe en bordure sud du casier S2 est interdit. Le stockage de tourbe en bordure sud des casiers M1, M3 et M4 devra être limité et il devra être évité en bordure sud du casier M2.
Constats : Le stockage de tourbe est effectivement limité en bordure nord-ouest de casier M1. Les autres casiers M2 à 4 n'ont pas été encore exploités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, production annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article est modifié par l'AP du 20/02/2015 La production annuelle maximale de tourbe prête à l'utilisation est fixée à 47 700 tonnes. La production annuelle moyenne de tourbe prête à l'utilisationsur la période restant de la présente autorisation est fixée à 31 275 tonnes. Le volume global de tourbe prête à l'utilisation restant à extraire jusqu'à l'échéance de la présente autorisation s'élève à 673 500 m3.
Constats : La production en 2022 est de 83 695 m ³ , soit 25108 tonnes prêtes à l'emploi. Depuis la reprise de la tourbière par La Florentaise en 2015, les volumes extraits sont les suivants : - 2015 : 56 000m ³ - 2016 : 45 500 m ³ - 2017 : 41 250 m ³ - 2018 : 34 500 m ³ - 2019 : 53 700 m ³ - 2020 : 74 206 m ³ - 2021 : 76 476 m ³
Observations : L'exploitant devant modifier son plan de phasage qui n'est plus à jour depuis quelques année (cf. point de contrôle n°2), les volumes et tonnages restant à exploiter jusqu'à l'arrêt de l'exploitation devront être réévalués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une cuve GNR double parois qui est transportée par la voie ferrée à proximité de la zone d'exploitation. Les pelles se déplacent alors jusqu'au train pour faire le plein. Le ravitaillement des pelles se fait chaque soir en période d'exploitation (le soir pour éviter la condensation dans les réservoirs). Aucune disposition n'est à ce jour en place pour éviter les pollutions du sol lors du transfert de carburant, par exemple en cas de rupture de flexibles. Les inspecteurs n'ont pas pu observer une opération de transfert de carburant. Ils ont relevé que le flexible de la pelle stationnée au nord du casier M3 était en bon état apparent même si aucune date de peremption n'y était apposée. De même, le raccordement de ce flexible au réservoir de la pelle est fixe et situé dans une sorte de bac intégré à l'engin et susceptible de recueillir quelques litres de GNR en cas de rupture de raccordement. L'exploitant a indiqué que l'opérateur en charge du transfert de carburant actionnait la pompe électrique et restait présent durant l'intégralité de l'opération. Il apparaît que la distance entre la tourbière et l'usine rend peu opérationnelle la réalisation des appoints de carburant des pelles sur l'aire étanche de l'usine. En outre les dispositions mises en oeuvre par l'exploitant apparaissent limiter le risque de pollution accidentelle. L'exploitant devra proposer un système équivalent à celui défini par la réglementation et permettant de récupérer de manière fiable les déversements accidentels. En cas de fuite de carburant, l'exploitant évoque l'utilisation de produit absorbant également utilisé pour les éventuelles fuites hydrauliques des pelles. Ce produit absorbant, une fois utilisé, reste cependant sur place et ne fait pas l'objet d'une élimination correcte. Cette pratique est à proscrire. L'inspection précise qu'en cas de déversement sur la tourbière, les produits absorbants utilisés doivent être récupérés pour être éliminés dans une filière autorisée (déchets dangereux). De même, il est rappelé à l'exploitant que l'entretien des engins ne doit pas s'effectuer sur le périmètre de la carrière puisque l'entretien des engins est prévu au niveau de l'atelier de l'usine de traitement de Baupré. L'exploitant indiquera par ailleurs à l'inspection quel est le produit absorbant utilisé et fournira sa fiche de données de sécurité. Enfin, lors de la visite des installations, il a été observé, à proximité d'une pelle, une cuve plastique d'une cinquantaine de litres destinée à l'alimentation des engins en carburant. Cette cuve était placée dans un bac métallique réalisé par l'exploitant et servirait de rétention. Cette rétention métallique était remplie d'eau et, selon l'exploitant, l'évacuation de l'eau se ferait par un orifice sous ce bac. Néanmoins, il est impossible de vérifier, avant de vider la rétention si l'eau n'est pas polluée. La vidange de l'eau de la rétention doit alors être systématiquement précédée d'une analyse montrant l'absence d'hydrocarbures. A défaut, l'utilisation de ce dispositif doit être abandonnée sans délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prélèvement d'eau – remontée des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 29.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remontée du niveau de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre des travaux de réhabilitation du site et de remontée progressive des niveaux d'eaux, l'exploitant est autorisé à poursuivre les prélèvements d'eau dans les casiers d'exploitation à la condition de limiter progressivement le rabattement de la nappe pour parvenir à terme à une situation d'équilibre hydraulique. Le volume de pompage des eaux doit être en cohérence avec les courbes de remontées des niveaux d'eau dans les différents casiers du site conformément aux schémas annexés au présent arrêté, ceci s'appliquant dans les conditions normales de pluviométrie, et donc en dehors des périodes de crues exceptionnelles.</p> <p>Ainsi, le rabattement de la nappe par pompage dans les casiers anciennement exploités est abandonné progressivement de sorte de permettre une remontée raisonnée des niveaux telle qu'elle est définie dans le dossier de demande d'autorisation complété du document de cadrage de septembre 2006.</p> <p>Annuellement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un état des lieux des niveaux d'eau réels de chacun des casiers du site (rapportés à la cote IGN) et les compare aux courbes prévisionnelles de remontées des eaux fournies en annexe du présent arrêté. Le volume total annuel de pompage est également précisé. Ce document est accompagné de toutes observations et commentaires utiles.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Modification par arrêté préfectoral du 20/02/2015 :</p> <p>Les schémas annexés à l'arrêté du 29 décembre 2006 présentant les courbes prévisionnelles de remontée des niveaux d'eau dans les différents casiers du site sont remplacés par le graphe annexé au présent arrêté.</p> <p>Afin de mesurer le positionnement de la nappe perchée et ses fluctuations saisonnières, l'exploitant procède à un suivi trimestriel des niveaux piézométriques à partir des 5 piézomètres implantés sur le site conformément au plan de repérage annexé au présent arrêté.</p> <p>Les résultats de ce suivi piézométrique font l'objet d'une synthèse et analyse communiquée annuellement à la mission scientifique instituée par l'article 42 de l'arrêté du 29 décembre 2006 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le niveau de l'eau (de référence) est relevé annuellement par un géomètre en période où il n'y a pas de pompage dans la tourbière (en été). Ce niveau est également relevé chaque mois à la station de pompage où il est affiché.</p> <p>Ces résultats sont présentés à la mission scientifique chaque année et les documents sont transmis à l'inspection des installations classées de façon plus ou moins régulière. L'exploitant doit veiller à adresser chaque année à la DREAL les données relatives au pompage.</p> <p>Les niveaux piézométriques sont relevés en fonction de l'accessibilité des piézomètres.</p> <p>L'exploitant envisage d'automatiser les mesures piézométriques, ce qui permettrait un suivi plus régulier.</p> <p>Le niveau de l'eau dans la tourbière se situe nettement en dessous de la courbe de remontée progressive figurant dans l'arrêté d'autorisation modifié. Il est d'environ un mètre sous le niveau prévu.</p> <p>Compte tenu de l'échéance de la fin d'exploitation qui approche et des conséquences importantes d'une remontée trop rapide du niveau d'eau de la tourbière, il est absolument nécessaire de rattraper ce retard.</p> <p>L'exploitant doit donc élaborer une stratégie pour rattraper le niveau indiqué par la courbe réglementaire et fournir un échancier sur une période n'excédant pas 18 mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de revoir son plan de phasage (cf point de contrôle n° 2) de telle sorte que la remontée du niveau d'eau puisse se faire plus rapidement, tout en poursuivant également les travaux de démantèlement de la voie ferrée située au nord du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 9 : Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, réhabilitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Plan d'action environnemental pour la réhabilitation du site</p> <p>Dans la continuité du bilan intermédiaire élaboré en 2014, un plan d'action environnemental pour la réhabilitation de la tourbière est établi et mis en œuvre par l'exploitant.</p> <p>Ce plan établit un programme d'actions de connaissance et de gestion du patrimoine naturel du site ayant pour objectifs, ceux à long terme présentés par le bilan intermédiaire 2014, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la restauration de milieux accueillant l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante, et qui existait avant la remontée du niveau d'eau, notamment les roselières ; • le maintien des populations de plantes protégées, et plus généralement de la flore turficole d'intérêt patrimonial ; • le maintien des habitats et des espèces reconnues d'intérêt patrimonial <p>Les actions envisagées dans ce programme comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ la poursuite des actions initiées par le plan d'actions 2006-2011 figurant dans le bilan intermédiaire 2014, ◦ le réaménagement des casiers restant hors d'eau à terme (remodelage des pentes des berges, connexion des casiers entre eux, mise en place d'îlots, etc.). ◦ l'accompagnement de la migration des espèces végétales protégées, et si nécessaire leur déplacement. <p>Ce plan d'actions doit être réalisé en tenant compte des avis de la mission scientifique et approuvé par le comité de suivi. Il comprend un plan de l'état final de remise en état du site. Il est communiqué dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent arrêté à la préfecture de la Manche et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Sa mise en œuvre fait l'objet d'une présentation annuelle à la mission scientifique et au comité de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du plan d'actions environnemental disponible semble dater de 2018. L'exploitant n'a pas de document plus récent. Un contrôle des actions par sondage a été réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - action PN5 – cette action est intitulée « Expérimentation d'ouverture des milieux pionniers tourbeux par défrichement de saulaie ». Son objectif est de préparer les milieux tourbeux identifiés en dehors des périmètres inondés pour accueillir les populations d'espèces végétales patrimoniales et protégées localisées dans les zones qui vont être ennoyées par la remontée des eaux. <p>Il s'agit donc d'un travail sur plusieurs années et plusieurs zones avaient été identifiées dans le plan de travail selon un calendrier de 2016 à 2022. Une seule zone a cependant fait l'objet d'un défrichement et décapage en 2016 : il s'agit de la zone à proximité de la station de pompage. Depuis, aucune des zones prévues pour 2017, 2018, etc. n'a fait l'objet de cette mesure.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas suivi le plan de travail environnemental postérieurement à 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> - action PN7 - « Accentuer l'engorgement des sphaignes » - Cette action consiste à aménager une conduite d'eau permettant de maintenir un niveau d'eau suffisant et favorable au développement des sphaignes et à la turfigénèse dans le seul secteur de la tourbière accueillant une population de sphaignes. Cette action n'a pas été réalisée à ce jour. - action PN10 – « Création et entretien de deux îlots au sud-ouest » - Les îlots ont bien été réalisés en 2010-2011 avant le changement d'exploitant. Néanmoins, comme ils ont été rapidement envahis par la végétation, ils ne répondent plus vraiment à l'objectif initial de lieu de reproduction pour les oiseaux. Le GONm souhaitait alors le bâchage de quelques dizaines de m² sur chaque îlot et leur recouvrement par des cailloux. La mission scientifique a considéré qu'un apport de cailloux seul serait déjà bénéfique. Cette action n'a pas été réalisée. <p>L'exploitant s'interroge sur le bien fondé de cette action qui, à défaut d'entretien après l'arrêt de l'exploitation, risque de ne pas être pérenne.</p> <p>Il s'avère donc que le plan d'action n'est pas totalement suivi par l'exploitant et que la mission scientifique n'a pas émis de réserves sur ces écarts.</p> <p>L'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées le rapport de la dernière réunion de la mission scientifique. Sur la base de ce rapport, l'exploitant pourra proposer les modifications du plan d'action qu'il juge nécessaires, en les justifiant. L'avis de la mission scientifique sera sollicité sur ces modifications. Les éventuelles propositions de modifications et l'avis correspondant de la mission seront portées à la connaissance du préfet qui pourra réunir le comité de suivi scientifique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois